# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 78. NOUVELLE-ORLEANS VENDREDI MATIN, 24 JUILLET 1874. 23me Année.

DUFOUR & LIMBY, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS. VENDREDI MATIN 24 JUILLET.



VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Hoffman, Mayes & Co., dans leurs salles d'encan.—Vente régulière d'habillements, etc.

Par Eugène Tourné au "Importers Bonded Warehouse,"—dames jeannes, bouchons, vin rouge, porto, sherry, etc.

Attention.—Vente à 11 heures pour clore. Porto, Sherry, Vin Rouge, dame jeannes, bouchons à dame jeannes casais, etc. par E. Tourné, encanteur.


## But Commun.

Les élections de novembre prochain paraissent devoir être sous tous les rapports une opération des plus sérieuses, si nous en jugeons par la fractionnement du parti conservateur ; et c'est avec plaisir que nous observons ces mouvements parce qu'ils sont pour nous la preuve que le peuple est las et qu'il veut autre chose qu'un renversement politique ayant pour but et pour résultat qu'un simple changement d'hommes. Que les politiciens nous le pardonnent, mais nous ne voulons, quant à nous, fromper personne ! O a souffert assez long-temps, il s'est écroulé assez de fortunes, il s'est accompli assez de ruines, pour que chaque honnête citoyen sente le besoin de mettre un terme à cette lamentable dissolution. Chaque honnête citoyen voudrait ne pas y voir périr la société toute entière. Qu'y a-t-il de plus naturel, qu'y a-t-il de plus légitime que ce vœu ?

Or, le temps presse, les choses pressent, la réforme presse, car tous les jours le mal est plus grand ; tous les jours se soldent ici, qu'on le sache bien ! par l'expropriation de plus d'une famille, et l'expropriation c'est le désespoir. Ou a joué jusqu'à présent avec ce désolant état de choses : on s'est comme habitué à la détresse publique, et dans cette détresse on n'a pas voulu voir ou l'on a compté pour rien les détresses et les angoisses particulières ; mais désormais chacun dans son for intérieur a compris qu'il y avait en tout cela quelque chose d'impie, de monstrueux, de criminel, et que de pareilles horreurs ne pouvaient être permises en pleine paix quand nulle nécessité ne les excuse ou ne les justifie.

Nous défions de trouver dans l'histoire un peuple aussi bon, aussi gouvernemental, aussi patient, aussi tolérant, aussi libéral, que le peuple de cet Etat, c'est pour cela que nous défions aussi de trouver dans l'histoire autant de méfaits, autant d'iniquités, autant d'oppression et de corruption. Cela s'explique : la bonté des uns fait la perversité des autres ; la longanimité du peuple fait l'incorrigibilité des coquins. Tout finit cependant, même la résignation quand elle est trop long-temps mise à l'épreuve et quand les scandales administratifs dépassent toutes les bornes connues. Nous en sommes là aujourd'hui. L'indignation est universelle ; elle a soulevé les esprits les plus timides, irrité les cœurs les plus endurants. Il faut donc que ces scandales cessent, que l'oppression, la corruption cessent, que les hautes cessent, ou qu'il y ait un éclat.

L'un des symptômes les plus saillants de l'approche de cette crise est l'empressement avec lequel le peuple répond à l'appel de tous les hommes qui font opposition au gouvernement radical. Ici, dans les campagnes, et partout où il y a une agglomération d'habitants dans cet Etat, l'excitation est la même, et comme on a beaucoup souffert on désire partout aussi que la détresse ait un terme et qu'une amélioration sérieuse, véritable, réelle, soit le résultat du mouvement électoral de novembre, mouvement sur le quel a droit de compter notre population pressurée, humiliée, pourrie et toujours menacée. Il faut que l'oppression soit grande en effet, puisque deux ou trois de nos paroisses le désirent y échapper même au prix d'une séparation. Ces paroisses voudraient nous quitter pour devenir texiennes. Nous ne connaissons pas d'argument plus fort à invoquer contre la domination des radicaux que cet amour de la désagrégation qui s'est emparé de l'esprit des sections les plus dévouées naguère, et les plus patriotiques de la Louisiane.

Cette horreur universelle pour l'ordre qui nous régit actuellement explique, comme nous le disons plus haut, le fractionnement du parti conservateur. Quelques gens sont inquiets et craignent que les diverses oppositions nuisent au succès démocratique des élections de novembre. C'est une erreur de leur part, et toute crainte à ce sujet est chimérique. Toutes ces fractions, même celle des indépendants, visent au même but, le salut de l'Etat par la réforme. Seulement les unes sont plus avancées que les autres, et cherchent le moyen de mieux assurer la libération politique et la libération administrative tout à la fois. Il faut, en effet, que toutes les oppressions tombent, et que l'Etat puisse enfin rentrer sous un gouvernement réellement nouveau par les hommes et par les choses.

C'est là la suprême ambition de la ligue blanche qui veut réformer sans attenter aux droits légitimes d'aucune classe ni de personne. Il n'y a pas un membre de cette ligue qui ne soit républicain, patriote et républicain dans le sens honorable du mot. Nous en dirons autant des Ruches qui visent plus particulièrement à la libération fiscale et qui veulent dans cet affranchissement la rédemption de l'Etat et la condition *sine qu'á non* de sa prospérité future. Le grand-maître des Ruches de l'Etat est le major Daniel Scully qui appartient à l'école démocratique du célèbre avocat de New York, Chas. O'Conor. Il nous semble que cela est une indication suffisante de l'esprit politique des Ruches. Le parti démocratique n'a rien à en redouter, les mauvais candidats seuls auront à les craindre.

Ah ! le beau jour
Que celui où l'on gagne
Un beau lot à la loterie !
Ce beau jour pour vous luira,
C'est le 1er Août !
Ah ! le beau jour
Que celui où l'on gagne
Un beau lot à la loterie !
Ce beau jour pour vous luira,
C'est le 1er Août !

AMEUBLEMENT.—On dit que pour acheter des meubles à bon marché il faut attendre l'occasion de gens qui partent et qui vendent alors à tout prix soit à l'encan soit à l'amiable. Mais il n'est plus besoin d'attendre aujourd'hui quand le magasin de M. Jos. Hubbard est là au coin des rues Remparts et Perdido, vous offrant des meubles de tout genre, tout neufs et très solides à un prix plus bas que tous les prix connus jusqu'ici.

—L'électorat à 21 ans vient d'être voté.

Ainsi, c'est bien entendu : un borgne, un bancal, un bossu, un fils ainé de femme veuve, seront électeurs à 21 ans ; tandis que les jeunes gens, que la nature n'a pu gratifier d'une infirmité ou qui ont eu le malheur de conserver leur père ne seront électeurs qu'à 25, comme militaires.

Ainsi, c'est bien compris : la loi ne reconnaît assez de discernement à un jeune homme, pour qu'il puisse se marier sans le consentement de ses parents, qu'à l'âge de 25 ans ; mais ladite loi lui en trouve assez, à 21, pour l'admettre, dans une certaine mesure, au gouvernement de son pays.

Ainsi, c'est bien acquis : au lieu de décider que l'on ne saurait avoir trop de savoir et d'expérience, pour être électeur, la Chambre a décidé, au contraire, que l'on ne saurait être trop naïf et trop incompétent.

Espérons que ce n'est là qu'un commencement, que l'an prochain, on pourra être électeur à dix-huit ans ; l'année suivante, à quinze ; et que, dans trois ans, tout le monde sera électeur en venant au monde, filles et garçons !

Notez en passant, cher lecteur, que personne ne pouvait se plaindre sérieusement de l'électorat porté à vingt-cinq ans, puisque c'était pour tout le monde, riches et pauvres. Et notez aussi que le service serait permettait aux hommes sérieux et avisés de sacrifier, sans inconvénients, l'esprit de parti à la raison et aux bons sens le plus vulgaire.

(Figaro.)

## CHRONIQUE DE LA VILLE.

**Les propriétaires actuels du Times.**

Le *Times* n'a pas encore annoncé ouvertement les noms de ses nouveaux propriétaires ; il n'a même pas nié que la rumeur fût fondée ; d'où nous concluons, que qui ne dit mot consent.

Nous n'avons plus besoin d'ailleurs de demander au journal de MM. Stoutmeyer et Hudson de faire sa profession de foi, car nous avons bien d'apprécier ses opinions par ses paroles.

Depuis quelques jours le *Times* n'affecte plus la neutralité ; il s'occupe un peu moins de littérature et un peu plus de politique ; en un mot, il s'est décidé à prendre fait et cause pour un parti.

A notre avis, si le *Times* de MM. Stoutmeyer et Hudson est aujourd'hui radical indépendant, c'est à-dire qu'il soutient un nouveau parti républicain, soi-disant réformateur que s'efforcent de créer M. Kellogg et M. Clinton.

Ce parti indépendant compte rallier à lui tous les mécontents du parti radical, tous les aventuriers blancs qui seront chassés par les noirs ; ce sera le parti des hommes en place, il pourra puiser dans les coffres de l'Etat pour appuyer l'élection de ses candidats, et tous les jours, il attirera à lui les naïfs et les crédules, il criera aussi haut que possible qu'il veut la réforme avant tout, que la réforme est son seul but, &c., &c.

M. Kellogg et M. Clinton sont, comme nous l'avons dit, les deux chefs de ce nouveau parti qui s'est formé pour opposer une barrière à l'ambition toujours croissante des nègres.

Tous les deux prétendent avoir aidé à des réformes utiles, sans révéler, bien entendu, les calculs d'intérêt qu'ils ont faits avant de les accomplir ; ils en tirent gloire, et ils espèrent ainsi jeter de la poudre aux yeux du public, afin de l'aveugler et de l'empêcher de pénétrer à travers la trame cousue de fil blanc sous laquelle ils cachent leurs véritables projets.

Disons tout de suite quels sont ces projets.

M. Clinton a un désir immodéré qui hante sans cesse son cerveau. Il veut être gouverneur de la Louisiane. M. Kellogg, lui, veut bien aider de retourner au sénat des Etats-Unis après l'expiration de ses quatre années d'usurpation. Pseudo-auditeur et pseudo-gouverneur se sont compris et se sont donné la main tout naturellement. Dorénavant ils marcheront de front.

Mr. Stoutmeyer étant le beau-frère de M. Clinton, le *Times* se trouve être naturellement l'organe du nouveau parti.

Ses articles éditoriaux l'ont démontré depuis quelques jours.

Si nous nous sommes trompé cependant dans nos appréciations, nous serons prêt à corriger toute erreur de notre part, pourvu que le *Times* nous prouve que nous avons tort.

**Le docteur Mercier sur la réputation.**

Les membres de la Ruche No 1 du 8me ward se sont réunis, hier soir, et ont adopté à l'unanimité une résolution priant le docteur Armand Mercier d'expliquer à ses concitoyens réunis en assemblée générale les mesures de réforme et de réputation que l'organisation se propose de mettre à exécution.

Nous avons lieu de croire que le docteur Mercier se rendra au désir exprimé par ses nombreux amis, et qu'il parlera en français. Nous en ferons nos lecteurs du jour et du lieu de rendez-vous des Ruches.

**Un suicide manqué.**

En parcourant les rapports du bureau central de la police, nous avons lu que la femme du nom de Léna Lawn, ayant été trouvée ivre-morte au coin d'une borne, a été enfermée à la station du troisième precinct.

Au milieu de son ivresse, elle a voulu se pendre, mais, heureusement pour elle, la geolier averti par le silence qui avait succédé au cris forcenés de la malheureuse créature, que quelque chose d'insolite se passait dans la cachot, est arrivé à temps pour la dépendre.

On nous dit que Léna Lawn a essayé déjà plus de dix fois d'attenter à sa vie, en prenant de laudanum, mais elle n'a jamais réussi jusqu'à présent à se suicider pour de bon, ce qui nous donne lieu de supposer que les doses étaient bien mesurées.

**Excursion à Bayou Goula.**

M. L. J. Dodge, surintendant du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans, Mobile et Texas, division de la Louisiane, nous invite à faire une excursion, dimanche prochain, avec d'autres représentants de la Presse jusqu'à Bayou Goula.

Nous le prions d'accepter nos remerciements pour cette gracieuse invitation.

**Une fête à Carrollton.**

La Société de Bienfaisance Aurora a donné avant-hier soir, dans le jardin de Carrollton, une fête charmante, à laquelle l'élite de la société du grand faubourg de la Nouvelle-Orléans avait été conviée.

Le coup d'œil était charmant, car des lanternes vénitiennes suspendues aux branches de tous les arbres éclairaient à giorno une scène des plus pittoresques. On voyait défiler lentement de joyeux couples dans les allées à demi-obscures, cherchant l'ombre et le mystère, tandis qu'un orchestre placé sur une estrade brillamment illuminée invitait à la danse par ses accords mélodieux.

Nous n'avons pas besoin de dire que ce n'est qu'aux premières lueurs de l'aurore que les invités du club qui porte ce nom poétique ont pensé à se retirer. C'est ainsi que nous comprenons les bals en été, au milieu d'un jardin, entouré de buissons fleuris, avec un plafond où scintillent des milliers d'étoiles.

Nous devons spécialement des remerciements aux officiers de la Société Aurora, dont voici les noms :

Président, Eugène May, vice-président, A. P. McLain, trésorier, A. Kalinski, secrétaires J. A. C. Wadsworth et E. L. Mahen.

*TEMPERATURE.*— 23 juillet 1874.

Thermomètre de C. Duhamel, opticien.

| | Fahrenheit. | Centigrade. |
|---|---|---|
| 6 A. M. | 80 | 27 |
| 12 M. | 88 | 31 |
| 3 P. M. | 90 | 32 |
| 6 P. M. | 88 | 31 |

## ANNEXION MEXICAINE.

Nous reproduisons sous toute réserve la " rumeur à sensation " suivante, que publie le *Courrier* de San Francisco, d'après le *Commercial Herald* de la même ville :

Nous avons reçu de source que nous considérons comme authentique, la nouvelle que des ouvertures ont été faites par le gouvernement mexicain au gouvernement des Etats-Unis pour la cession de tout le territoire situé au nord d'une ligne de latitude tirée directement de l'embouchure du Rio Grande à l'Océan Pacifique, et que la proposition sera soumise, avec grande probabilité d'acceptation, au Congrès dans sa prochaine session. Nous ne savons à quelles conditions cette cession aura lieu et il est possible que ce point ne soit pas encore arrêté. Ce qui est positif, c'est qu'un certain nombre de nos plus fameux capitalistes et de nos plus hardis spéculateurs se sont mis tout récemment à la recherche de mines sur les territoires qui doivent être cédés. Plusieurs mines de la Basse-Californie ont déjà changé de mains et des ingénieurs ont été envoyés de Sonore et dans le Chihuahua.

Il est évident pour nous que cette nouvelle a produit dans nos cercles une profonde sensation et que l'on y ajoute généralement foi. Par cette cession, les Etats-Unis prendraient possession du nouveau Léon, du Coahuila, du Chihuahua, de la Sonora, de la Basse-Californie et de la partie des Etats de Sinaloa et de Durango. Il est probable que l'ajournement de la décision définitive de la commission mexicano-américaine était basé sur cette cession et il n'est pas impossible que le gouvernement mexicain ait été influencé par l'attitude prise par le gouvernement des Etats-Unis au sujet des incursions mexicaines sur notre territoire.

Le Mexique a besoin d'argent, les Etats indignés sont à la tête de la caisse, et il n'y a entre eux et ni chemins de fer, ni même des moyens ordinaires de communication ; les Etats dépendent donc au contrôle des autorités fédérales et sont presque toujours en révolte ouverte. C'est dans ces raisons qu'il faut chercher la cause de la détermination actuelle du gouvernement mexicain.

Que faut-il donc pour être heureux ?
Si l'on est pauvre, un peu d'argent,
Si vous êtes pauvre, prenez donc vite
Un billet à la loterie,
Et vite, et vite.
Que faut-il donc pour être heureux ?
Si l'on est pauvre, un peu d'argent.
Si vous êtes pauvre, prenez donc vite
Un billet à la loterie,
Et vite, et vite.

On écrit de Saint-Menges au *Courrier des Ardennes* :

Nous avions, dimanche dernier, sept conseillers municipaux à élire.

Les sept élections ont eu lieu au premier tour, et les sept candidats élus, tous conservateurs, ont obtenu de remarquables majorités.

M. Constant Herbulot, notre nouveau maire, qui avait été pris en dehors du conseil municipal, vient d'y être appelé par l'unanimité des suffrages des habitants de la Commune.

Le P. Secchi, de l'Observatoire de Rome, a procédé à l'analyse spectrale de la lumière de la comète Coggia.

Ainsi qu'on l'avait déjà constaté dans d'autres circonstances, il a reconnu les raies du carbone, ce fait des oxydes du carbone, constituant évidemment principal de ces astres vagabonds.

Commencé.

## UNE CHRONIQUE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Premiers Etablissements en Ville.

Nous avons déjà fait mention que dans la courte période de 1718 à 1788, c'est-à-dire depuis les premières constructions urbaines jusqu'à l'érection d'un nombre assez considérable de bâtisses publiques et particulières, une certaine aisance s'était répandue dans la petite population de la Nouvelle Métropole de la Louisiane, produite nécessairement par le nombre d'ouvriers et de travailleurs employés par la compagnie des Indes ou du Mississippi.

Et cette même aisance n'avait pas pu être interrompue par un désastre qui, en 1721, détruisit plusieurs bâtiments dans le port, ainsi que la première petite église et différentes constructions en voie d'achèvement ; mais, au contraire, tous les obstacles d'abord n'avaient fait que redoubler le zèle des fondateurs à mener leur entreprise à bout. Après avoir pourvu principalement à l'approvisionnement de la population, composée de la garnison, des marins, des ouvriers et du quelques marchands et aventuriers de toutes les parties du monde, on songea à établir des relations solides avec tous les postes militaires de l'intérieur, qui servaient comme premiers établissements de commerce et de trafic avec les sauvages pour leurs pelleteries ou produits de chasse. En même temps les Colons eurent ordre de faire des essais de plantation partout où les terres paraissaient convenables à l'agriculture ; car, à cause de la topographie du sinistre Delta, tous les terrains ne furent pas d'abord favorables à ces entreprises. Non seulement pendant la saison des eaux hautes beaucoup de nos terres, à cette époque, se purent être sujettes à la culture, mais encore les travaux demandaient constamment à être soutenus par une alimentation journalière jusqu'à ce que les champs puissent rendre leurs produits en retour du labeur dépensé. Il ne suffisait donc pas d'y avoir établi un ordre assez régulier de commerce et de navigation avec les ports du Cap Français et Port au Prince à l'île de Saint-Domingue, dont on tirait les approvisionnements, qui ne nous arrivaient point directement de la mère-patrie, il fallait encore pourvoir à fournir toutes les subsistances d'une population toujours croissante, sans quoi cette nouvelle colonie n'eût pas tardé, et ce qui est arrivé souvent de grandes privations, tant pour la ville que pour les travailleurs aux champs, lesquels comptaient principalement sur cette dernière ressource. Aussi, était-ce un grand pas de fait lorsqu'on avait réussi, à force de travail, de transformer l'autre rive du fleuve vis-à-vis la Nouvelle Orléans, maintenant nommées d'Algier, McDonoughville, Gretna, Mecomicorville etc., dans un champ immense de maïs et de riz, capable de fournir, en grande partie, à la nourriture de la population naissante.

Cette entreprise importante de culture fut dirigée principalement par Jacques Barbarel, dont nous rencontrons le nom souvent plus tard, dans d'autres travaux tant pour la compagnie que pour le gouvernement du Roi et dont il ne nous a point été donné de rencontrer aucun de ses descendants bien qu'il en ait laissé un nombreux en Louisiane. Ce fondateur de notre ville et des environs a laissé un nombre d'intéressants manuscrits qui apportent faits au gouvernement, déposés aux archives du Ministère de la Maison à Versailles, lesquels nous fourniraient les plus amples détails sur la formation et l'exécution des premiers travaux agricoles au tour de notre Cité. Nous retrouvons son nom plus tard sur l'emplacement et l'ancienne habitation de Pierre Marigny, père de Bernard M. décédé il y a quelques années ; sur cette grande plaine de ce côté du fleuve, en dehors de la porte de France, mentionnée déjà, nous voyons divers établissements tels que des moulins pour la farine de maïs provenant des champs d'alentour ; moulins rues par la force animale, et aussi par un petit courant d'eau fourni par le fleuve au temps de ses crues, pour préparer la terre des bâtisses, ou la vase (le limon du fleuve) avec laquelle on faisait les briques ; aussi des moulins à vent, car on faisait toutes espèces d'essais pour aider à la main-d'œuvre ou à la force humaine dans ces travaux souvent pénibles sous un ciel ardent.

Dans ce même quartier, c'est-à-dire vers la presse à coton d'en bas, (Steam cotton press), il y avait un assez grand nombre de brasseries pour faire face au besoin et suppléer à un besoin impératif, tant pour la garnison que pour les ouvriers, qui sont préférés à cette boisson moins forte à l'eau-de-vie ou au mauvais tafia, que les fournisseurs du gouvernement leur distribuaient aux cabarets, installés aux frais de l'administration publique. On peut voir dans le journal tenu par le premier gouverneur Sauvelli, à Biloxi, jusqu'à quel point on avait à se plaindre de ces breuvages, qu'on était obligé pour la Louisiane, sous le nom imposant d'eau-de-vie de France. Nous ignorons si ces premières essais de brasserie durent être tous ou non abandonnés, ou réduits aux seuls besoins ; car à notre propre connaissance ce n'est qu'après mille difficultés provenant soit du mauvais climat changeant, soit du manque d'orge pâlé, tout à substance et du houblon propre à la fermentation nécessaire, que nos brasseries actuelles ont pu arriver à produire la boisson connue sous le nom de bière de ville, (City beer), que notre population d'aujourd'hui accueille avec assez d'empressement quoiqu'elle soit sans doute bien inférieure aux produits de ce genre venant de dehors. Voilà quels ont été quelques-uns des premiers établissements tant urbain que champêtre, de notre ville naissante au commencement du siècle dernier.

N'hésitez pas davantage,
A la loterie souvent on gagne ;
Mettez-y donc votre enjeu.
Peut-être la fortune
Vous réserve-t-elle ses faveurs.
N'hésitez pas davantage.
A la loterie souvent on gagne ;
Mettez-y donc votre enjeu.
Peut-être la fortune
Vous réserve-t-elle ses faveurs.

L'*Imparcial* de Madrid donne les détails les plus précis sur la mort du général en chef de l'armée du Nord :

Au plus fort des fureurs de la mêlée, le général reçut une balle qui lui fit une première blessure au visage. Il mit pied à terre et se fit faire un premier pansement rapide. Mais impatient de retourner au combat, il voulut remonter presque immédiatement à cheval ; il saisit la crinière de la main gauche, mit le pied sur l'étrier quand il fut frappé de seconde balle, qui le perça de part en part.

Il ouvrit les bras et tomba à la renverse, privé de sentiment. Il ne revint qu'un instant à lui, et ce fut pour prononcer ce seul mot, qui résume exactement sa vie : " Mort dans la guerre de guérillas."

En disant ces mots il expira.

Le cadavre allait tomber au pouvoir des carlistes, lorsqu'un officier de hussards, qui était descendu de cheval, le prit, le mit, non sans peine sur l'arçon de sa selle, puis, remontant comme l'éclair, l'officier repartit au galop avec son précieux fardeau vers les troupes libérales. Le cheval, continue l'*Imparcial*, volait mais les balles volaient encore plus rapidement et poursuivaient le groupe fantastique qui fuyait. Le cheval reçut trois balles, mais il n'en poursuivait pas moins sa course forcenée. Rendez-vous ! criaient les officiers carlistes, qui auraient voulu à tout prix ravoir la proie qui leur échappait des mains ; rendez-vous ! A l'arrivée dans les lignes libérales, le cadavre, glissant de la position où l'officier l'avait maintenu jusqu'alors, tomba à terre. Mais alors l'ennemi n'avait plus prise sur lui.

On sait de quels soins religieux, on pourrait dire de quelle piété filiale, les soldats entourèrent les restes inanimés de leur général en chef dans leur longue retraite jusqu'à Tafalla.

Une dépêche arrivée en Angleterre hier annonce que le lieutenant Cameron a retrouvé, à Ujiji, la carte et le journal de voyage du docteur Livingstone depuis son départ de Mikandany.

Vendredi, le *Journal de Meiss-et-Loire* a célébré son cent-unième anniversaire.

Son premier numéro parut, en effet, le 3 juillet 1773. Il parut d'abord hebdomadairement pendant quelques années, sous le titre des *Affiches d'Anjers*, puis peu après quotidiennement sous son titre actuel.

On lit dans la *Patrie* :

"Il existe à Paris près de 2,000 *maisons* expropriées pour cause d'utilité publique. Ces immeubles doivent, aux termes de la loi, rentrer tels quels, sans que les propriétaires puissent ni les réparer ni faire aucune modification.

Un semblable état de choses, fort préjudiciable aux intéressés, ne saurait, on le comprend, se prolonger indéfiniment.

"Pourtant la Ville se trouve, avec ses seules ressources, dans l'impossibilité de déblayer, ne fût-ce qu'en partie, les grandes opérations de voirie depuis si longtemps projetée.

" Pour donner un nouvel essor aux travaux de Paris, on songeait à y intéresser les propriétaires eux-mêmes ; la plupart du temps, en effet, les ouvertures de voies nouvelles et l'élargissement des anciennes donnent une plus value considérable aux immeubles riverains. Il paraîtrait donc équitable de faire supporter aux propriétaires réunis en syndicat une partie de la dépense. Quant à la contribution de la ville, qui se trouverait ainsi considérablement réduite, elle serait payée au moyen de bons de liquidation, remboursables en vingt-cinq ans par tirages, absolument comme il a été fait pour les bons de la guerre.

" Telle est la combinaison mise en avant par un groupe de nos édiles les plus notables."

M. LE MARÉCHAL
GARDEZ VOS MINISTRES

Des bruits alarmants circulent dans Paris. Ces bruits, il convient d'en tenir compte, ont pour origine M. Rouher, ainsi que le "Journal officiel" de Versailles lui donnent en un grand discours. C'est le grand remède de famille du peuple souverain, ce paraît en un grand nombre d'occasions, que le recours à Rouher. Il y a toujours eu des époques où les destinées de la France semblaient entre les mains de M. Rouher, et de fait, par le temps qui court, il est bien le seul homme qui ait conservé la confiance de la majorité.

L'heure est venue. Il est allé de voir quel est le plan des hommes de parti :

Ne pouvant atteindre le Président du front, la vengeance ou rendre l'exercice impossible. Le Maréchal n'ayant ni accepté ni refusé, mais simplement exercé son droit de discussion, on veut lui retirer successivement tous les ministères, pour montrer au pays que le Septennat n'est qu'un mot.

Que qu'il arrive, monsieur le Maréchal, gardez vos ministres, et vous, ministres, restez !

Quel que soit le vote de blâme, restez !

Que qu'il arrive, monsieur le Maréchal ne fasse que blâmer, sans pouvoir dire ce qu'elle veut, restez !

Dites aux députés : Faites une constitution, faites des lois..... Jusque-là, nous gouvernons !

Nous gouvernons, parce que, pendant que vous ne vous occupez que de la politique, nous avons le devoir de nous occuper du pays !

Soyez-y bien, c'est ce premier combat qui va décider de tout. Si vous restez immuables à votre poste, comme c'est votre droit, et comme c'est votre devoir, le pays va dire : " Remettons-nous au travail, nous avons un gouvernement ! " Si les partis veut se débarrasser en chassant le Président, et font ses ministres, sur lequel le Maréchal est décidé à le maintenir, nous ne pouvons rien contre lui !

Mais, si, au contraire, vous vous laissez intimider, si vous offrez votre démission, à l'instant la confiance s'ébranle, vos ennemis reprennent de l'audace, marchent sur le Président, et tout est perdu !

Depuis six semaines que vous êtes au pouvoir, vous avez pu par votre énergie inspirer une grande confiance à la nation, et c'est en vous tenant que le sûreté se trouve en de telles mains au moment où on lui demande de s'immoler à son poste.

Oui, l'Assemblée a donné au Maréchal le pouvoir ; mais, pour que ce pouvoir ne soit pas une dérision, il faut que vous gouverniez impartialement jusqu'au jour où elle aura voté une constitution.

Autrement, si le Maréchal accepte en principe que vous fassiez disparaître du vaincu un vote, l'Assemblée voterait tout ce qu'on voudrait, elle déclarerait tous les jours que le Maréchal ne se trouvant désarmé, le Septennat ne serait plus qu'un mot.

Donc, jamais responsabilité n'a été plus grande.

Le pays *tout entier* est pour Mac Mahon ! Habitants de Paris et habitants des provinces, industriels et commerçants, ouvriers et ouvrières, tous ces travailleurs qui, d'goutés de la race des hommes de parti, n'espèrent plus rien d'eux..... Tous ont soif de repos, d'ordre et de sécurité.

Vous n'avez devant vous que la nation, et plus loin, l'étranger qui regarde !

SAINT-GENEST.

DE MADRID.

On écrit de Gibraltar, le 27 juin.

Des avis de Tanger, datés d'hier, annoncent que les mouvements de rebelles à Tanger se sont révélés contre le pacha nouvellement nommé. Ils sont descendus en force dans les plaines des environs de la ville et menacent de détruire les récoltes des habitants qui forment la milice du district. Ils ont déclaré qu'ils ne feront aucun mal aux chrétiens et aux juifs, mais qu'ils combattront les Turcs et autres articles d'approvisionnement d'entrer dans la ville, à moins que le pacha ne soit destitué ou ne soit remis entre leurs mains.

Les chefs de l'insurrection ont expédié des messages à tous les chefs des villages environnants, les engageant à se joindre à eux afin de résister à leur autorité ou de soutenir le gouverneur de Tanger, leurs villages et leurs récoltes ne seront pas épargnés. Ils ont déjà enlevé six tribus, en forces considérables, et marchent sur Tanger dans le but de bloquer la ville, et l'on espère que toutes les mesures de précaution seront prises pour protéger les sujets anglais.

CENTRAL !....

La scène se passe dans le cabinet du juge d'instruction chargé d'ouvrir une enquête au sujet du fameux Comité Central de l'Appel au peuple.

D. Votre nom ?

R. Depuis de la Fatsoonnerie.

D. Vous êtes prévenu de faire partie du Comité Central de l'Appel au peuple.

R. C'est la première fois, monsieur le juge d'instruction, que j'entends parler de ce comité. Je vis très tranquille, on le sait, et ma famille se nomme l'*Ordre*.

D. Je suis bien forcé de croire vos assertions, Bottin annotés et des milliers de photographies représentant un jeune homme imberbe avec de grandes oreilles. Quel est ce jeune homme ?

R. C'est bien simple : moi, je suis président d'un comité de photographie de l'Appel au peuple,—comité de photographies, dis-je, et non comité central.—Quant au jeune homme, je vais dire que c'est le neveu d'un oncle de ma femme, qui chez elle un emploi lucratif.

D. Très bien. Le nom de ce jeune homme ?

R. Son altesse Napoléon quatre.

D. Ah ! ah !..... Vous avouez !.....

R. Vous avouez quoi ? Je ne vous comprends pas.

D. Vous avouez que ce jeune homme s'appelle Napoléon quatre de son nom de famille, et qu'il a pour prénom Son Altesse.

D. Très bien.

A un autre prévenu.

—Votre nom ?

R. Mansard.

D. Où a saisi chez vous cinq ou six brouillons de procès-verbaux d'un comité présidé par M. Rouher.

R. Je n'en fais guère.

D. Serait-ce pas du *Comité central de l'appel au peuple* qu'il s'agit ?

R. Oh ! monsieur le juge, quelle vilaine pensée ! Bien loin de là ce comité se nomme le *Comité de comptabilité*.

D. Pas *Central* ?

R. Pas le moins du monde *central* !

D. Très bien. Le comité ?

R. Très moral et très inoffensif. *Comptabilité* est un mot honnête. Comptabilité suppose des gens raisonnables en manière de limonière verte, esprit d'ordre et d'économie,—avec des lunettes bleues, tranquillité d'esprit,—un petit pain et un doigt de vin à midi,—frugalité, tempérance, désirs modestes, bonnes mœurs et tutti quanti. D'ailleurs, ce comité a pour but de gérer les fonds résultant des souscriptions que fait le Comité pour l'imposent les partisans de l'Appel au peuple.

D. Pas central ?

R. Pas central.

D. Très bien !

—Et vous, votre nom ?

R. Jules Amigues, je m'en flatte.

D. Vous faites partie d'un comité bonapartiste ?

R. Je l'ai toujours prétendu.

D. Du comité *central* de l'Appel au peuple ?

R. Central ?

D. Oui, central ?

R. Jamais de la vie !.... Central ?.... Mais c'est l'abomination de la désolation. —Central ! ..... Qu'est-ce que je vous ai fait ?.... Central !.... Oh ! mon dieu !.... Central ? Trop vêu d'un jour !

D. Enfin ce comité dont vous êtes président ?

R. Pas plus central que l'enfant qui vient de naître ! C'est un Comité de pétitionnement pour l'Appel au peuple, voilà tout !.....

D. Très bien.

A un autre prévenu.

—Votre nom ?

R. Onésyme Monfiancqués, pour la vie.

D. Vous faites partie d'un comité bonapartiste ?

R. L'ai-je nié un seul instant ?

D. Vous êtes prévenu d'avoir fait voiturer sur le palier de la cour d'appel une enquête ouverte au sujet de la tentative faite par l'ameuse circulaire—de première classe,—émanant d'un prétendu comité central de l'Appel au peuple, parait tourner à l'extrême confusion de nos adversaires politiques.

"Ces pauvres amis ! ils jouent de malheur, déclarait-on de tous côtés, et tout juste !—le seul, le seul, de MM. du Comité bonapartiste qui n'existât pas !

" C'est avoir du guignon !....

" En effet, nous comptons de nombreux comités d'action, parmi lesquels : le Comité de Photographies, le Comité de comptabilité, le Comité de pétitionnement, le Comité des procès-verbaux, etc., etc., tous de l'*appel au peuple* !

" Hélas ! pas un n'est Comité central !"

PAUL TISSERANT.

—Cette fois, c'est sérieux, la rue du Quatre-Septembre sera bel et bien débaptisée.

La commission instituée près la préfecture de la Seine pour choisir les dénominations à donner aux voies publiques de Paris propose le nom de Hoche ; mais il faut un décret et l'approbation du gouvernement.

Autre changement : le boulevard Voltaire s'appellera désormais boulevard Rochechouart.

Que vous dire les abonnés du *Siècle* ?


**KEEP & RAYMOND.**

77 et 79.....RUE POYDRAS.....77 et 79

Poste.

Bitters.

Bitters.

Gastralgie.

Pectoral.

Récouvrance

de l'ancienne Source de Mme Vve Lalande, à Passy, près Paris, rue St-Louis

L'OUVERTURE de cet établissement aura lieu le 1er août. Les médecins qui ont prescrit cette source, doivent s'adresser à M. Bailly, 12, rue St-Louis.

Prix d'abonnement : 1 fr.

**C. H. ZIMMERMANN**

1865.....Médaille d'or.....1869

Agent pour les Etats-Unis.

Au Dr. R. V. Pierce,

Cher monsieur,—Nous vous annonçons avec plaisir que vos remèdes se font remarquer indistinctement à Cuba. Nous les considérons comme les meilleurs qu'il y ait. Tout le monde en fait l'éloge.

Saint-Yves & Cie.

Publié, à la requête de Bernard le 31 juillet 1874 LOUIS JULES D'AQUIN, huissier de la Cour.

Pour, aujourd'hui à 1 heures et demie.

Le convoi partira de la résidence de ses grands parents, 104, Bourgogne, pour l'église de Ste-Rose, où le service funèbre sera célébré.

Les parents et amis sont invités à assister à l'enterrement qui aura lieu aujourd'hui à 5 heures P. M. Le convoi partira de la résidence de son père, 7 ruelle Avenue, Troisième District entre les rues Bourbon et Dauphine.

De la part de la famille.

**ENTREPOT DE TAPIS.**

17.....Rue de Chartres.....19

A. BROUSSARD,

Importateur et Marchand en gros et en détail.

TAPIS—Tapis moquett, moquettes et moquettines.

TAPIS—Tapis de chambre, de corridors et escaliers.

NATTES—Nattes, nattes à carreaux et fantaisie.

STORES, Corniches, couvertures de lainne et de coton.

TAPIS DE TABLE.

TAPIS DE PIED.

LINOLEUM, en toutes largeurs, depuis 1 pied jusqu'à 12 pieds.

OILCLOTH, pour tables, pour tablettes, pour planchers, &c. &c.

CRIN, pour matelas, &c. &c.

Prix très réduits.

Téléphone.....1777

**Changement de Domicile.**

L'ANCIENNE maison A. Pérez, à première classe, manufacture de PIANOS de tous les genres, est transférée de 57 rue Bourbon au No 17 rue Bienville, entre Bourbon et Dauphine, où elle continuera la fabrication et la vente de ses pianos. Elle a l'honneur d'annoncer à ses amis et à ses clients qu'elle a en magasin et à vendre des PIANOS Pleyel, Thibouville-Lamy, Schwander et Herrburger, Chas. Le Carpentier et Mathias, Wolfram et Heitz, Bord et Cie, et des HARMONIUMS de Debain, de Paris, qu'elle vend à des prix très réduits et qui peuvent s'accorder très facilement aux différentes températures. Les prix les plus modérés.

Pte. GUERNON, Successeur.

50 cahiers—27

**Salle Grunewald.**

Dixième Concert d'Eté.

VENDREDI, 24 JUILLET 1874.

Le grand orchestre du Prof. Rapp, Maître de chapelle de l'Opéra, composé de MM. Rapp, Kaumann, Auger, Vivien, Bel, Mercier, Bernard, Rochard, Lefebvre, Lecoq, Prat, Schmidt, Rochard, Bernard et Gaudet.

Le prochain concert d'été aura lieu MERCREDI, 29 juillet 1874.

**Perdu.**

PERDU, hier entre 4 et 5 heures du soir, entre Canal et Conti, à Bourbon jusqu'à la rue Hospital, une montre en or. (Perdue) avec ch